

COMMENT NOUS SOMMES MANIPULÉS ET TRAITÉS COMME DES BŒUFS

J'ai rassemblé dans ce dossier un certain nombre d'articles et extraits de livres qui me semblent être les plus pertinents. La réflexion que l'on y trouve n'est pas développée dans la presse officielle, ni dans les médias audiovisuels, mais sur Internet ou dans des livres pour lesquels il n'est jamais fait de publicité.

« *Le changement, c'est maintenant* », nous avait dit François Hollande. Il a bien été élu sur cette promesse aux élections présidentielles françaises le 6 mai 2012. En quelque sorte, il a raison. Le changement a réellement commencé, puisqu'il est devenu Président de la République française en remplacement de Sarkozy.



N'avons nous pas déjà vécu la même expérience en 1981 avec l'élection de Mitterrand, et en définitive toutes les élections suivantes : rien, **absolument rien** ne peut changer. Pire, la situation s'est tellement dégradée qu'il devient indispensable d'en analyser les causes, en profondeur. Rappelez vous des promesses de Mr Hollande. Pouvez vous en citer une seule qui ait été tenue ? AUCUNE !

ET ÇA RISQUE DE DURER ENCORE TRÈS LONGTEMPS, PEUT-ÊTRE AD VITAM ETERNAM

Danielle Mitterrand, épouse du président François Mitterrand, est très lucide sur la fonction d'un président et ses limites, et le semblant de démocratie, dans le contexte de la mondialisation.

"Après 1981, je demandais à François Mitterrand :

*-Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne
fais-tu pas ce que tu avais promis ?
Il me répondait qu'il n'avait pas le pouvoir d'affronter la Banque
Mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme.
Qu'il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir.*

*J'appris ainsi qu'être le gouvernement, être président,
ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme.
J'ai vécu l'expérience directement durant quatorze ans.
En France, on élit, et les élus font des lois qu'ils n'ont jamais proposées
et dont nous n'avons jamais voulu.*

*La France est-elle une démocratie ? Une puissance mondiale ? Je le dis
en tant que Française : cela ne veut rien dire."*

DANIELLE MITTERRAND

LA DEMOCRATIE EST MORTE

Comprendre les mécanismes de la crise financière européenne et en conséquence des dettes publiques

1 - [LE PACTE BUDGETAIRE](#). *Quelle Europe choisir ? Celle des peuples ?* (Page 3)

2 - [LE GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE](#) (Page 4)

Pourquoi ces explications fondamentales ne trouvent plus leur place dans les médias et la presse officielle, excepté « le monde diplomatique » et Internet. Comment sommes nous manipulés ? La réponse est dans :

3 - « [LA FABRICATION DU CONSENTEMENT](#) » (Page 7) de Noam Chomsky et « [LES CHIENS DE GARDE](#) » (Page 8)

4 - [CUBA](#) : ce que les médias ne diront jamais : la politique monstrueuse des USA envers ce pays. Avons nous le droit de donner des [LEÇONS DE DÉMOCRATIE](#) au peuple cubain ? - Qui sont réellement [Les prisonniers politiques cubains](#). - Encore [Un plan d'action diabolique](#) des USA- Rapport d'Amnesty International sur [Le respect des droits de l'homme](#) – Une déclaration de [Danièle Mitterand](#) : « *pourquoi cet acharnement irrationnel ?* » (Pages 8 à 13).

5 – [ALORS ! OÙ SONT LES VRAIS DICTATURES ?](#) (Page 13)

6 – [Réponse à la question précédente : LES NOUVEAUX MAÎTRES DU MONDE](#) (Page 15)

7 – [Autres stratégies de manipulation](#) : 1 - [LA RELIGION](#) et 2 - [LE FOOTBALL](#) (Pages 16 à 19)

8 - La politique de la France en Afrique : [UN MODÈLE DE DÉMOCRATIE ?](#) (Page 20)

La prétendue réalité démocratique du vote : un grand jeu manipulateur.

9 - LES [RAISONS DE NE PAS VOTER](#). (Page 22)

Philippe d'Hennezel, 9mai 2012



CONCLUSION (page 24)

C'EST LA MAFIA QUI GOUVERNE LE MONDE

1 - LE PACTE BUDGETAIRE

On peut se demander comment va faire François Hollande ...

L'Allemagne a posé, lundi 7 mai, ses conditions au président français élu, François Hollande, en excluant toute renégociation du pacte budgétaire européen et toute initiative de "croissance par les déficits". Peu après, la chancelière allemande, Angela Merkel, indiquait qu'elle accueillerait M. Hollande "les bras ouverts", assurant qu'elle travaillerait étroitement avec lui.

"Il n'est pas possible de renégocier le pacte budgétaire", qui a déjà été *"signé par vingt-cinq des vingt-sept Etats membres de l'Union européenne"* et qui a pour but de renforcer la discipline dans la gestion des finances publiques, a dit le porte-parole de la chancelière Merkel, Steffen Seibert. Il était interrogé sur la volonté de M. Hollande d'adjoindre à ce pacte un volet sur la croissance.

Le «Pacte budgétaire» avait été élaboré dans l'espoir de rassurer les marchés financiers en instituant une «règle d'équilibre budgétaire» à caractère quasi constitutionnel. Mais, loin d'éloigner le danger, ce traité va l'aggraver.

Il va en effet accélérer le processus de paupérisation aujourd'hui engagé, dont la Grèce est la pointe avancée. Avec la «troïka» (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), **les gouvernements ont choisi de réduire partout les dépenses publiques, de baisser les salaires et d'augmenter les impôts indirects qui pèsent surtout sur les revenus des classes populaires. Loin de conduire à une réduction des déficits, le Pacte budgétaire, en généralisant ces politiques dépressives menées simultanément dans toute l'Europe, va aggraver le chômage, la pauvreté, les difficultés de logement, le délabrement des services publics et in fine les déficits.** En laissant aux marchés financiers le monopole du financement de ces déficits, le Pacte leur laisse également un pouvoir de chantage sans cesse accru. Le Pacte budgétaire portera enfin un rude coup à la perspective de la transition écologique. Celle-ci suppose en effet d'importants investissements publics, que l'austérité budgétaire, la récession et le dogmatisme de la Banque centrale européenne vont rendre durablement impossibles.

C'est aussi la démocratie qui est mise à mal par ce nouveau traité. Les technocrates de la Commission seront seuls maîtres du calcul de ce mystérieux «déficit structurel» - concept éminemment controversé chez les économistes - qui ne devra pas dépasser 0,5%. Les sanctions contre les pays contrevenants seront désormais quasi automatiques, coupant court à tout débat. **La Commission et tout État qui le souhaitera pourront traîner un autre État devant la Cour européenne de justice pour le contraindre à réduire plus vite ses déficits.** La troïka pourra imposer ses «conditionnalités» à tout pays en difficulté et, comme en Grèce, au Portugal et en Espagne, réduire les salaires, institutionnaliser la précarité et abolir la négociation collective. **Cette orientation inacceptable peut déboucher sur l'effondrement de l'Union européenne et le chacun pour soi.**

QUELLE EUROPE CHOISIR ? CELLE DES PEUPLES !

Pour notre part nous voulons une sortie par le haut : une Europe qui s'affranchirait de la tutelle des marchés financiers. Une Europe qui se doterait d'un vrai budget à une fiscalité redistributive. Une Europe qui établirait des règles et un calendrier de convergence sociale vers le haut. Une Europe qui s'engagerait résolument dans la transition écologique en aidant les pays du Sud à faire de même.

Une Europe où la démocratie retrouverait droit de cité au lieu d'être étouffée par l'impitoyable et absurde discipline des marchés.

Pour ouvrir cette perspective, il faut d'abord un mouvement de fond des sociétés européennes. Une puissante mobilisation citoyenne transeuropéenne pourrait résulter de la convergence des mobilisations syndicales, associatives, d'Indignés, d'audit citoyen des dettes publiques. La ratification du

Pacte budgétaire doit intervenir avant la fin 2012. Elle peut et doit être l'occasion pour les peuples de s'emparer de ces questions et de décider directement. C'est pourquoi nous nous prononçons pour un référendum, partout où ce sera possible, sur les choix européens qui permettra de mener un débat approfondi, à commencer par la France. Il ne s'agit pas de rejouer le match de 2005 : la crise financière et celle de l'euro ont redistribué les cartes, comme en témoigne l'engagement, pour la première fois, de la Confédération européenne des syndicats contre un traité européen. Il s'agit plutôt de dire deux choses : non, nous n'acceptons pas ce Pacte budgétaire qui enfonce l'Europe dans son échec ; oui, nous voulons initier, avec les peuples européens qui le souhaitent, une construction alternative. Nous ne voulons pas du repli national ; mais nous n'acceptons pas non plus les abandons de souveraineté démocratique au bénéfice de la finance sous prétexte qu'ils serviraient le projet européen.

Au cas où la majorité issue des élections de mai et juin n'engagerait pas l'organisation de ce vaste débat démocratique dont la France et l'Europe ont tant besoin, nous prendrons l'initiative de proposer à la société civile d'organiser en France un référendum d'initiative citoyenne autour de ces questions. Pour que des millions de citoyens s'engagent avec nous dans ce débat et commencent à se réapproprier ensemble l'avenir de l'Europe.

Eric Le Gall

eric@attac.org

Par PAUL ARIÈS Directeur du Sarkophage et rédacteur en chef de Zindigné-e-s ! ETIENNE BALIBAR Philosophe ALAIN CAILLÉ Sociologue THOMAS COUTROT Coprésident d'Attac PIERRE KHALFA Coprésident de la Fondation Copernic ARIANE MNOUCHKINE Artiste DOMINIQUE MÉDA Sociologue PATRICK VIVERET Philosophe

2 - Le Grand Marché Transatlantique ou la Grande Misère Totale à venir

Oui, il y a urgence. Pendant que nous nous indignons, pour les uns, et que nous nous réjouissons pour quelques autres, sur l'affaire Dieudonné, en coulisses, les grands décideurs, généralement non élus démocratiquement, achèvent la pulvérisation totale des Etats Nations européennes.

Le Grand Marché Transatlantique (GMT) continue sa marche irrésistible et bien sûr, sans aucune concertation avec les peuples d'ici ou d'ailleurs. Comme pour tout le reste, ce sera la grosse quenelle dans le fion de chaque individu européen déjà piégé dans la nasse mortifère de cette déconstruction programmée des nations, paraît-il, totalement dépassées en tant que modèle efficace de gouvernement. Vous me pardonnerez en passant la crudité de l'expression ci-dessus, mais en cette époque d'atomisation de tout, les propos de salon ne font plus le poids pour soulager, même symboliquement, nos cœurs devenus trop lourds et endoloris par tant de trahison, de coups tordus, de viols des esprits et des libertés fondamentales.

Si les agitations qui se sont multipliées ces derniers temps dans notre pays sont indiscutablement sérieuses et traduisent très probablement un début de commencement de redressement de nos esprits rendus apathiques, je crains pourtant qu'elles ne soient pas suffisantes pour entraver la marche totalement anti-démocratique de l'instauration du GMT. Jack Dion, du très consensuel

magazine Marianne tente d'avertir à sa façon sur ce coup fatal qui arrive sur nos petites gueules déjà abîmées par nos batailles épuisantes contre cette inique (dé)construction européenne. Au moins, on a le nom du mec qui décide pour nous et dans notre dos :

Ce nouveau et fatal traité vise à harmoniser la réglementation en matière de commerce et d'investissements entre l'Europe et l'Atlantique. Ce traité engloberait au final pratiquement la moitié de l'économie mondiale et a pour objectif la levée des droits de douane et la création d'une réglementation commune (sic !). Tout sera concerné : l'alimentation, l'énergie, l'agriculture, la protection sociale, l'environnement, l'éducation... bref, absolument tous les domaines seront soumis aux lois réécrites sur le modèle de celui appliqué pour les multinationales privées planétaires, c'est à dire des lois privées. Ce grand traité pondu sur mesure pour la big world company, majoritairement américaine de surcroît, **instaurera le rapport du plus fort sur le plus faible**. Il est fait de telle sorte qu'en cas de concurrence faussée (la déjà grande manipulation sémantique du précédent traité) générée par un quelconque état ou région souhaitant défendre une entreprise encore locale, cet état se verra infliger des indemnités exorbitantes propres à l'asphyxier voire à le dissoudre à terme. « Sans aucune entrave, on vous a déjà dit !!!!! »

C'est au nom de la dernière plus grosse fumisterie prétextée que l'on nous concocte la recette. Ce prétexte est, vous l'aurez deviné, la sacro-sainte croissance ! Ce mot devenu vide de sens et de réalité que notre Hollande le Mou et son staff de charlots pathétiques utilisent en boucle pour tenter de se maintenir jusqu'aux municipales et, utopiquement jusqu'en 2017... Or, tout le monde aujourd'hui a parfaitement bien compris que l'obsession de la croissance n'est rien d'autre que la manifestation d'esprits obsessionnels, formatés à une vision dépassée et devenue destructrice pour le plus grand nombre. Le mur (peut-être celui de notre Dieudo ??) est à quelques centimètres seulement de notre pif et pourtant, c'est au nom de ce mantra d'un 20ème siècle lamentable que la Hollande va évidemment signer dans notre dos le TGM.

Alors que les plus crédibles et sérieux économistes (F. Lordon, P. Jorion, O. Delamarche et tant d'autres dans le monde) et analystes des sociétés ne cessent d'appeler les ministres concernés à réfléchir d'urgence sur de véritables nouveaux modèles économiques pour repenser le monde et nos sociétés, c'est tout le contraire qui se prépare. **On enfonce le clou d'un système mortel qui va, à l'évidence, transformer les pays du nord en zones de chaos chronique et de régression sociale encore jamais vus en terme de dimension. Une fois encore, posons-nous la bonne question : à qui profite le crime... ??**

Réponse : à la poignée de multinationales et aux quelques banques devenues monstrueuses en taille (too big too fail ??) qui, elles, ne cessent de voir leur

profit gonfler sans relâche depuis la crise-coup-d'état de 2008. A noter en passant que pour se pérenniser en tant que monstres hégémoniques indépassables, les grandes banques visent également que la monnaie soit à terme totalement remplacée, pour tous nos paiements, par de simples transferts de chiffres. Du virtuel total et du traçage généralisé et automatique. **Orwell, réveille-toi, ils sont pires que ce que tu nous décrivais !!!**

Toutes les perspectives de transition écologique, énergétique et agricole européenne vont être balayées par ce traité mortifère. **Oublié l'interdiction des fractures hydrauliques, des OGM, de l'utilisation des hormones, des produits toxiques dans l'alimentation, de la sécu ! Rendre les masses chroniquement malades est tout bénéf pour ces multinationales qui n'ont pas oublié la leçon sortie de la réunion organisée en 1995 par la Fondation Gorbachev...**

Souvenez-vous, Gorby, qui s'était rallié à la fin de son mandat à « l'amitié russo-américaine », avait fait plancher des experts de haut niveau sur le thème : « que seront l'économie et l'état social mondial vers 2020 ? ». La réponse avait été claire, nette et sans appel :

L'économie telle qu'elle a été pensée et imposée depuis un siècle pourra très bien continuer à fonctionner mais avec environ 5 % de techniciens spécialistes économiques (traders et financiers) et environ 15 % de consommateurs haut de gamme (les riches donc). Restent environ 80 % de masses quasi inutiles. Qu'en faire ??

Et c'est là qu'entra en scène le cerveau de Zbigniew Brzezinski qui, reprenant un « sage » conseil de son prédécesseur H. Kissinger, lança le fameux programme de tittytainment ! de quoi s'agit-il ?

En clair : un programme suffisamment puissant, permanent, ludiquement obnubilant pour occuper l'esprit de cette masse trop peu productive de 80 % parmi laquelle augmentera fatalement les pauvres, les précaires et les fragiles.

Et curieusement, quelques trois à quatre années plus tard déboulèrent partout en Europe les portables, les nouveaux jeux sur ordinateurs, le pocker en ligne en quasi libre accès, le téléchargement de musique facilité, la télé sur les tablettes, les portables etc... Bref, le grand tittytainment fut donc bel et bien lancé partout sans la moindre réaction de sursaut contre cet abrutissement globalisé. C'est d'ailleurs en cela que tous les peuples ont une grande responsabilité dans ce que devient le monde et nos sociétés. Tant que le pecus vulgum préférera s'amuser, se divertir ad nauseam plutôt que de se cultiver et de réfléchir sérieusement, nous serons tout naturellement traités comme des bœufs, et c'est exactement ce qui se produit. Alors que faire ? Comment se sortir de cette horreur planétaire ?

Je propose plusieurs axes, tout en étant tout à fait consciente que cela nécessite constance, endurance, ténacité et courage :

1/ s'interroger sur nos véritables besoins du quotidien (ai-je vraiment besoin de changer de portable, de voiture, d'écran ???)

2/ se politiser sérieusement (lire des livres d'essais de politique, de géo-politiques, d'économie, de socio etc... oui, je sais ce n'est pas toujours glamour mais on peut alterner avec un bon roman de littérature !)

3/ se connecter et fréquenter des gens, des clubs, des cercles ou des associations dynamiques et créatives qui partagent nos orientations,

4/ cesser de voter avec ce système de scrutin de fausse alternative (UMPS) et exiger une vraie diversité des candidats (les 500 signatures n'est rien d'autre qu'un moyen pour les dinosaures politiques de rester entre eux et de garder la main ad vitam aeternam),

Et par dessus tout :

ELEVER SON NIVEAU DE CONSCIENCE, S'EVEILLER A SOI parce que c'est le seul chemin qui nous fait sortir de notre individualisme maladif.

3 – LA FABRICATION DU CONSENTEMENT

de Noam Chomsky et Edward Herman

« Dans cet ouvrage, désormais un classique outre-Atlantique (1988, rééd. 2002), les auteurs présentent leur « modèle de propagande », véritable outil d'analyse et de compréhension de la manière dont fonctionnent les médias dominants. **Ils font la lumière sur la tendance lourde à ne travailler que dans le cadre de limites définies et à relayer, pour l'essentiel, les informations fournies par les élites économiques et politiques, les amenant ainsi à participer plus ou moins consciemment à la mise en place d'une propagande idéologique destinée à servir les intérêts des mêmes élites.**

En disséquant les traitements médiatiques réservés à divers événements ou phénomènes historiques et politiques (communisme et anticommunisme, conflits et révolutions en Amérique Latine, guerres du Vietnam et du Cambodge, entre autres), ils mettent à jour des facteurs structurels qu'ils considèrent comme seuls susceptibles de rendre compte des comportements systématiques des principaux médias et des modes de traitement qu'ils réservent à l'information. **Ces facteurs structurels dessinent une grille qui révèle presque à coup sûr comment l'inscription des entreprises médiatiques dans le cadre de l'économie de marché en fait la propriété d'individus ou d'entreprises dont l'intérêt est exclusivement de faire du profit ; et comment elles dépendent, d'un point de vue financier, de leurs clients annonceurs publicitaires et, du point de vue des sources d'information, des administrations publiques et des grands groupes industriels. »**

On se bornera à ajouter que La fabrique du consentement propose une modélisation de la propagande – ce que les auteurs appellent « Le modèle de propagande » - qui repose sur l'identification de cinq filtres : 1. Tailles, actionnariat, orientation lucrative – 2. La régulation par la publicité - 3. Les sources d'information - 4. Contre-feux et autres moyens de pressions 5. L'anticommunisme.

LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

Dans cette étude, Serge Halimi présente, en quatre courts chapitres, son analyse de ce qu'il considère comme **une collusion entre pouvoirs médiatique, politique et économique**, à l'aide d'une étude qui se veut exhaustive sur la télévision et les grands journaux français.

Il prétend aussi démontrer **le traitement parfois partial et complaisant de certains médias français vis-à-vis des sociétés qui en sont les actionnaires.**

Il explique aussi **le peu de cas qui est selon lui fait des mouvements sociaux, et la place prépondérante des faits divers dans les journaux télévisés.** Il reprend la thèse selon laquelle « le fait divers fait diversion », selon la formule de Pierre Bourdieu, qui a préfacé ce livre. Dans son dernier chapitre, il souligne les connivences dans le milieu journalistique, facilitant les auto promotions.

Le titre fait référence à l'ouvrage *Les Chiens de garde* (1932), dans lequel Paul Nizan dénonçait les analyses des philosophes les plus célèbres de son époque : ceux-ci, pour Nizan, **garantissaient la perpétuation de l'idéologie bourgeoise**, en décrivant l'homme dans son identité idéale et immuable plutôt que dans son existence particulière et matérielle. Le livre de Serge Halimi commence par un exergue extrait de l'ouvrage de Nizan : « Nous n'accepterons pas éternellement que le respect accordé au masque des philosophes ne soit finalement profitable qu'au pouvoir des banquiers. » Il se clôt par :

« Parlant des journalistes de son pays, un syndicaliste américain a observé: "**Il y a vingt ans, ils déjeunaient avec nous dans des cafés. Aujourd'hui, ils dînent avec des industriels.**" **En ne rencontrant que des "décideurs", en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste.** Il a perdu des lecteurs et son crédit.

Il a précipité l'appauvrissement du débat public. Cette situation est le propre d'un système: les codes de déontologie n'y changeront pas grand-chose. Mais, face à ce que Paul Nizan appelait "les concepts dociles que rangent les caissiers soigneux de la pensée bourgeoise", la lucidité est une forme de résistance. »

4 - CUBA

Etat de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba

Le 1^{er} septembre 2011 sort mon ouvrage *Etat de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba* aux Editions Estrella. Comme son titre l'indique, le livre traite du blocus économique que Washington impose au peuple cubain depuis plus d'un demi-siècle avec une perspective historique et juridique.

Cet ouvrage contient un prologue de Wayne S. Smith, professeur à l'Université Johns Hopkins de Washington, qui a la particularité d'être le dernier diplomate étasunien à avoir été en poste à La Havane avec le rang d'ambassadeur. Le livre contient également une préface de Paul Estrade, professeur émérite à l'Université Paris VIII, qui est l'un des meilleurs spécialistes de Cuba en France.

Comme le note le professeur Estrade dans la préface, « **ce livre présente une réalité méconnue, tergiversée, voire sciemment occultée, tue en tout cas par les médias chargés de sélectionner et de décrypter l'information** ». **Vous n'êtes pas sans savoir que les médias censurent toute pensée alternative au sujet de la problématique cubaine.** Cet ouvrage n'y échappera probablement pas **d'autant plus qu'il pointe du doigt les manquements de notre presse à son devoir d'information.** En effet, alors qu'ils sont si prolixes au sujet de Cuba, les médias observent un silence assourdissant vis-à-vis de l'état de siège économique que les Etats-Unis imposent à Cuba.

C'est la raison pour laquelle je fais appel à vous pour participer activement à la diffusion de ce livre et faire circuler cette information à tous les amis de Cuba ainsi qu'à celles et ceux qui s'intéressent à ce pays.

« DOUBLE MORALE » et « [CUBA, ce que les medias ne vous diront jamais](#) (2009) » de *Salim Lamrani (Edition Estrella)* **prologue de Nelson Mandela.**

ET DONC ! NOUS OSONS DONNER DES LEÇONS DE DEMOCRATIE ?

A - LES PRISONNIERS POLITIQUES CUBAINS

Un premier constat

La dissidence cubaine revêt une spécificité notable par rapport aux autres groupes d'opposition à travers la planète. Elle dispose d'une présence médiatique inégalée au sein de la presse internationale. Il ne se passe pas un jour sans qu'un article ou un programme, agrémentés de déclarations exclusives et percutantes, ne lui soient consacrés. Parfois, certains opposants cubains poussent la contradiction jusqu'à déclarer aux médias, lors de longues interviews, qu'ils n'ont justement pas la possibilité de... s'exprimer. Ce constat remet d'emblée en cause l'idée selon laquelle ils se verraient interdire toute liberté de parole.

Dans le même temps, les opposants du reste du monde qui risquent leur vie en défiant les autorités, les syndicalistes assassinés, les militants de droits de l'homme arrêtés et torturés, n'ont droit à guère plus, dans le meilleur des cas, qu'à un espace extrêmement réduit dans les médias, et de manière très ponctuelle. Cette réalité, indéniable, mérite d'être soulignée et questionnée. Pourquoi la presse médiatise-t-elle à outrance la dissidence cubaine et censure-t-elle de manière éhontée la situation des groupes d'opposition des autres pays du monde et notamment sur le continent américain comme le montrent les rapports d'Amnesty International ?

Les prisonniers « politiques »

Pour ce qui est des 70 prisonniers d'opinion, le gouvernement cubain affirme que ces personnes ont été arrêtées et condamnées, uniquement pour avoir reçu un financement de la part des États-Unis. Le ministre des Affaires étrangères, Felipe Pérez Roque, est catégorique à ce sujet: **Il n'y a pas de prisonniers politiques dans le sens prisonniers à cause de leurs idées, pour penser différemment. A Cuba, il y a des mercenaires, des personnes qui reçoivent de l'argent du gouvernement étasunien pour faciliter le blocus, y compris contre les entreprises espagnoles. Ce sont des informateurs de la Section d'intérêts nord-américains de la Havane. Ils font des rapports pour des radios qui lancent de la propagande contre Cuba. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les données du Bureau de comptabilité du Congrès étasunien, qui fait un audit de l'argent que le gouvernement dédie, par exemple, à la "démocratie" à Cuba. Dans n'importe quel pays, quiconque s'allie à un gouvernement étranger pour subvertir le régime constitutionnel commet un délit. Et il y a des prisonniers pour des actes de délinquance, pour avoir mis des bombes dans des hôtels ou pour avoir participé dans des plans de sabotage.**

En effet, lors des arrestations en mars 2003, 8 personnes avaient été arrêtées et 12 d'entre elles se trouvaient être en réalité des agents des services de renseignements cubains, qui avaient

infiltré les groupes d'opposition et qui étaient au courant de tous leurs agissements. **Les preuves présentées à leur rencontre pour collaboration avec une puissance étrangère ont été exposées lors des différents procès et ne laissaient guère place au doute.**

Plusieurs facteurs tendent à conforter le point de vue des autorités cubaines.

Objectif: accélérer le développement d'une opposition à Cuba

Tout d'abord, dès le triomphe de la Révolution cubaine en 1959, les États-Unis ont mis en place une politique destinée à la fabrication d'une opposition à Cuba. **Par exemple, lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale tenue le 14 janvier 1960, le sous-secrétaire Livingston Merchant déclara: « Notre objectif est d'ajuster toutes nos actions de manière à accélérer le développement d'une opposition à Cuba. De son côté, le secrétaire adjoint pour les Affaires inter-américaines, Roy Rubottom, affirma que ce programme approuvé (destiné à renverser le gouvernement cubain) nous a autorisé à apporter notre aide à des éléments qui s'opposaient au gouvernement de Castro à Cuba, pour faire croire que sa chute était le résultat de ses propres erreurs.**

De la même manière, le 19 juin 1963, Kennedy a approuvé le « *Plan intégré d'action couverte* » qui prétendait « *maintenir toutes les pressions possibles sur Cuba, et créer et exploiter des situations à Cuba, calculées pour stimuler des éléments dissidents du régime afin de réaliser un coup d'état* » (Comme aurait pu le réaliser l'opération Northwood, décrite au **paragraphe B**).

Cette politique est actuellement toujours en vigueur, à une différence près: ce qui constituait une politique clandestine et secrète dans les années soixante est devenue une politique publique à partir de 1992.

B - UN PLAN D'ACTION DES CHEFS DE L'ÉTAT-MAJOR AMÉRICAIN EN 1961

Article paru dans Le Monde Diplomatique de novembre 2001

Après l'échec de l'invasion anticastriste de la baie des Cochons, en avril 1961, les chefs de l'état-major américain concoctèrent un projet étrange. **Leur stratégie, mise au jour par Bamford, consistait à lancer une « campagne de terreur » à l'encontre des citoyens américains et à l'imputer à Cuba afin de justifier une invasion généralisée de l'île. Un rapport secret avançait que « la publication de la liste des victimes dans les journaux américains provoquerait dans le pays une vague d'indignation instrumentalisable ».**

Baptisé «Northwood Opération», ce plan prévoyait des détournements d'avions et des attentats à la bombe à Miami et à Washington. Les documents préparatoires précisait qu'il fallait « donner au monde l'image d'un gouvernement cubain représentant (...) une menace grave et imprévisible pour la paix dans l'hémisphère occidental ».

L'administration Kennedy n'approuva pas l'opération Northwood, mais, deux ans plus tard, un «incident» similaire dans le golfe du Tonkin déclençait la guerre du Vietnam. Des agents de renseignement britanniques, australiens et néo-zélandais se rallièrent à une vaste opération des services secrets américains au Vietnam, les aidant notamment à localiser des cibles afin que soient remplis les quotas quotidiens des missions de bombardement des B-52

C - A PROPOS DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME *selon le rapport d'Amnesty International*

Une comparaison édifiante

Contrairement aux rapports concernant les pays de l'Union européenne, Amnesty International n'a rapporté, pour ce qui concerne Cuba,

- Aucun cas d'assassinat politique contrairement au Royaume-Uni.
- Aucun cas de torture ou traitement inhumain contrairement à la Belgique, à Chypre, à l'Estonie, à la France, à la Grèce, à l'Italie, à la Lettonie, à Malte, à la République Tchèque et au royaume Uni.
- Aucun cas d'utilisation de preuves obtenues sous la torture contrairement à l'Allemagne et à Chypre.
- Aucun cas de disparition contrairement à l'Estonie.
- Aucun cas d'enlèvement de personnes par les autorités contrairement à l'Italie.
- Aucun cas de violation du droit à la vie contrairement à la Suède.
- Aucun cas d'impunité suite à un crime commis par des agents de l'Etat contrairement à l'Autriche, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal, la République tchèque et au Royaume-Uni.
- Aucun cas de trafic d'êtres humains contrairement à la Grèce et à la Lituanie.
- Aucun cas de violence contre les mineurs commises par des agents de l'État contrairement à l'Estonie, la République tchèque et la Slovaquie.
- Aucun cas de violence systématique contre les femmes contrairement à la plupart des pays européens.
- Aucun cas de violence contre les minorités contrairement à l'Allemagne, à l'Estonie, à la France, la Grèce, la République tchèque, le Royaume-Uni et à la Slovaquie.
- Aucun cas d'enfants privés d'accès à l'éducation en raison de leur origine ethnique contrairement à la Grèce, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Lettonie, et la Slovénie
- Aucun cas d'enfants internés en raison de leur origine ethnique contrairement à la République tchèque et à la Slovaquie.
- Aucun cas de stérilisation forcée de femmes issues de minorités contrairement à la République tchèque et à la Slovaquie.
- Aucun cas de citoyens déchus de leur nationalité contrairement à la Grèce et à la Slovénie.
- Aucun cas d'utilisation de lits-cages pour enfermer les handicapés mentaux contrairement à la République tchèque.
- Aucun cas de répression de manifestants contrairement à Chypre et à Malte.
- Aucun cas de familles expulsées de leur logement contrairement à la Hongrie.
- Aucun cas de violences sur les handicapés contrairement à l'Irlande.
- Aucun cas de mineurs incarcérés contrairement à l'Espagne, l'Estonie et l'Irlande.
- Aucun cas de malades mentaux mis en prison contrairement à l'Autriche, à l'Irlande et à l'Italie.
- Aucun cas de suicide en prison contrairement à l'Italie.
- Aucun cas d'automutilation en prison contrairement à l'Italie.
- Aucun cas de manque d'attention médicale contrairement à l'Estonie, l'Italie, et au Royaume-Uni.
- Aucun cas de violences policières contrairement à la plupart des pays européens.

- Aucun cas de suspension des garanties constitutionnelles contrairement à la France.
- Aucun cas de traite d'êtres humains contrairement à la Grèce .
- Aucun cas d'incitation à la haine raciale et à la discrimination par les autorités contrairement à la Hongrie et à la Lettonie.
- Aucun cas d'expulsion de demandeurs d'asile contrairement à l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, la France et à la Grèce.

D - DANIELLE MITTERAND

Pourquoi cet acharnement irrationnel ?

Oui nous sommes heureux avec mon équipe et de nombreux amis de la Fondation France-Libertés de revenir- à Cuba. Heureux de revoir nos partenaires et surtout curieux de voir comment le peuple cubain est en train de passer, visiblement sans heurts, le cap de la transition.

Mon cher Alfredo Guevara (ancien ministre de la Culture) qui nous accueille à l'aéroport me le dit tout de suite: « *Tu es arrivée dans un moment exceptionnel, Danielle. Ici tout le monde discute, des cercles de réflexion politique se mettent en place partout sur ce que nous voulons faire après Fidel. Mais ce qu'il y a de formidable c'est que tous ceux qui veulent des changements et des améliorations veulent sauvegarder l'essentiel de notre socialisme* ».

Nous sommes allés voir des coopératives de paysans dans la province de Cienfuegos. Nous financerons une partie de l'effort de rénovation de leur circuit d'adduction d'eau et d'assainissement avec le PNUD et de nombreuses villes françaises et syndicats regroupés au sein de « Cuba Coopération ».

Nous avons vu des centres touristiques source possible de revenus pour le futur. Je me suis aussi entretenue avec le président du Parlement, les responsables des régions, des ministres, le vice-président du Conseil d'État. Ils sont exposés, sans langue de bois, leurs difficultés, leurs erreurs, et leur projet.

J'espérais pouvoir saluer un ami gravement malade qui a représenté une grande expérience de libération d'un peuple non seulement pour Cuba mais pour toute l'Amérique latine.

Si aujourd'hui certains pays du continent se libèrent du brutal impérialisme américain (combien de morts, de torturés de disparus combien de souffrances, au Guatemala au Chili en Argentine au Nicaragua, au Paraguay, au Panama pour servir les intérêts financiers de la United Fruit Co, de la Anaconda Copper, de la Union Carbide ou du complexe militaro industriel américain), oui si donc aujourd'hui certains se libèrent de cette tutelle et de la doctrine de Monroe, ils le doivent en partie à la résistance de ce petit peuple têtu, et de cet homme, que la proximité d'un ennemi acharné, a enfermé dans une politique sécuritaire qui ne favorise pas la démocratie.

Mais une crainte me préoccupe. Pourront-ils continuer à rester ce qu'ils sont ! Pauvres certes, selon les calculs de l'économie convenue, mais éduqués, avec un système de santé et une relative équité sociale que le monde peut leur envier. **Il suffit d'aller en Colombie, le grand allié des USA, pour voir la différence entre un vrai gouvernement et la dictature sanglante des bandes armées.**

Je pense aux « Maquiladoras » de la frontière Mexique-USA qui sont également de véritables

zones de non droits pour les travailleurs comme pour les femmes dont des centaines ont disparu dans des circonstances que la police mexicaine se garde bien d'élucider. Je pense au Nicaragua où **la pauvreté a fait des progrès hélas parallèles au retour du libéralisme.**

Bref je suis à la fois optimiste sur les capacités exceptionnelles du peuple cubain à affronter l'avenir mais inquiète sur ce que d'autres peuvent essayer de faire de cet avenir.

Le Cuba qui doit continuer avec l'aide de la coopération internationale: **celui où tout le monde a reçu une éducation, où la santé publique couvre tous les besoins aussi bien ceux des plus modestes, où un ouragan comme Katrina n'a tué personne et ne mettra personne à la rue dans l'indifférence du gouvernement. Celui où les enfants victimes de Tchernobyl pourront continuer à être soignés gratuitement, celui qui exportera ses médecins et ses intellectuels et pas ses ouvriers sans travail, celui qui restera soit disant pauvre car il saura que la croissance industrielle sans frein est une illusion funeste pour l'environnement et l'avenir de la planète. Celui où on peut marcher dans les rues sans crainte de se faire enlever contre rançon. Celui où dans les banlieues de La Havane les jeunes ne brûlent pas des centaines de voitures. Celui où les enfants vont à l'école.**

Et son gouvernement qui a fait ce qu'il a pu, n'a certainement pas de leçons à recevoir de ceux qui passent tous les jours à Paris devant des hommes et des femmes couchés sur des cartons recroquevillés dans des embrasures de portes sans même leur jeter un regard.

Oui, il y a des violations majeures à Cuba. Elles sont à Guantanamo, enclave américaine.

Paris, 26 novembre 2007. Présidente de la Fondation France-Libertés.

FIDEL CASTRO

Examinons enfin cet acharnement contre Fidel Castro dont l'opinion, manipulée, est convaincue qu'il s'agit d'un dictateur. Alors pourquoi chez nous on remet tout notre espoir de changement **en faisant confiance à un seul homme qu'une minorité** choisit comme président de la république ? Ce n'est que tous les 5 ans que les français sont interrogés sur des choix politiques. A Cuba, des débats ont lieu partout, politiques et économiques, dans les entreprises, dans les quartiers et les nombreux comités de défense de la révolution où chacun peut venir s'exprimer et « **VOTER** » pour des actions locales.

5 - OÙ SONT LES VRAIS DICATURES ?

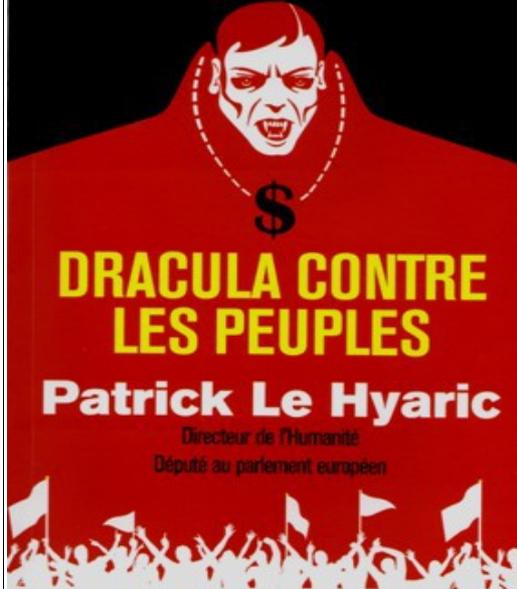
C'est bien par la manipulation de la pensée que **LA MONDIALISATION**, au moyen de la presse et des médias audiovisuels, (*depuis L'effondrement du bloc soviétique en 1989*), a définitivement enfoncé dans les crânes « *l'idée selon laquelle toute idéologie reposant sur des principes socialistes et communistes conduit inexorablement à des dictatures* ». **C'est ce que répètent**

maintenant tout le monde, sans chercher ailleurs des éléments de réflexion qui contrediraient cette affirmation ». C'est bien enfin ce que souhaitaient les États-Unis depuis longtemps : ils ne seront jamais rassurés tant qu'un seul communiste vivra sur terre, **son plus grand ennemi à abattre. C'est une idéologie totalement incompatible avec le monde des affaires et tous les moyens sont bons pour la faire disparaître.** Il suffit aussi de se rappeler le discours de Sarkozy au Trocadéro le 6 mai 2012, accusant le syndicalisme et le drapeau rouge de tous les maux : ce sont eux qui seraient donc responsables de la crise économique ?. **Ce n'est même plus le communisme qui fait peur, c'est désormais le socialisme, ce système qui a osé proposé aux États Unis un projet de Sécurité Sociale ...**

ALORS !

OÙ SONT LES VRAIES DICTATURES ?

GRAND MARCHÉ
TRANSATLANTIQUE



**DRACULA CONTRE
LES PEUPLES**

Patrick Le Hyaric

Directeur de l'Humanité
Député au parlement européen

ÉDITIONS DE L'HUMANITÉ

EXCLUSIF : Le mandat de négociation de la commission européenne
(classé diffusion restreinte)

6 – LES NOUVEAUX MAÎTRES DU MONDE

Stratégies pour un contrôle globale de la société (voir [Le site](#))

Le monde est en guerre. Une guerre dévastatrice, attisée par l'effondrement du bloc soviétique et la fin de la guerre froide. Une guerre d'un genre nouveau: non déclarée, sans fronts ni frontières définis, où ennemis et alliés sont interchangeable, sans autre but que la conquête, toujours remise en question, de marchés sans cesse renouvelés. **Une vraie guerre, comme le répètent inlassablement les responsables politiques qui mobilisent les peuples dans l'effort et la rigueur, appellent aux sacrifices, fustigent les planqués de l'arrière ; avec des millions de victimes, des régions entières sinistrées, des populations exilées, des chômeurs et exclus par dizaines de millions. Une guerre où il faut vaincre ou mourir, tuer les concurrents ou être tué, rester compétitif ou disparaître, indéfiniment, sans aucune perspective de paix.** Quand la condition des hommes est dictée par la compétition mondiale, la guerre devient un mode de vie, et triomphent les nouveaux seigneurs de la guerre: *Nous ne cherchons pas à gouverner le monde, annonçait l'un d'entre eux, nous voulons le posséder.*

Quelques milliers de grands prédateurs, à la tête de gigantesques conglomérats transnationaux, font peser une menace mortelle sur l'humanité: ivres de pouvoir, d'une cupidité insatiable, ravagés par la corruption, entourés d'une noria de politiques, d'experts et conseillers, de laudateurs professionnels, de mandarins serviles. Une guerre de razzia et de pillage au jour le jour de ressources qui sont le bien commun de l'humanité, au risque de la conduire à sa perte, commis au nom des impératifs de la lutte pour la conquête des marchés. Une guerre où les développements de la recherche scientifique et technologique, enjeux des combats, ne vise qu'à conférer un avantage décisif à ceux qui se les attribuent.

Une guerre où l'on ne fait pas de prisonniers, où les vaincus sont absorbés, dépecés, jetés, revendus ou réduits à la sous-traitance; où tous les coups sont permis: dumping et manipulations de prix, ententes et cartels, espionnage et corruption, spéculation et prises de contrôle hostiles, déréglementation et délocalisation sauvages.

En France, en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Suisse, au Royaume-Uni, en Suède, au Japon, aux États-Unis..., des dizaines de dirigeants de grandes entreprises, des chefs de gouvernement, des ministres, des hommes politiques, des hauts fonctionnaires ont été, au cours des dernières années, ou sont aujourd'hui impliqués dans des affaires de criminalité financière révélatrices de la corruption des milieux d'affaires, des circuits frauduleux de l'argent, des techniques de blanchiment et de recyclage par le canal des paradis fiscaux, par où transitent la moitié des capitaux en circulation dans le monde, des liens avec le crime organisé.

Sur les marchés monétaires et financiers, dans les Bourses de valeurs et de marchandises, l'immobilier, les marchés publics et les grands travaux, les ventes d'armes et de drogue, **c'est par centaines de milliards de dollars que des sommes sont détournées** par des personnes et des firmes aussi pointilleuses sur leur respectabilité qu'intransigeantes sur leur irresponsabilité.

Une guerre avec ses profiteurs et ses trésors où se Jouent chaque Jour 1000 milliards de dollars sur les tapis du casino planétaire; où tout s'achète et se vend, y compris le bien public; avec l'argent des autres, en particulier celui des victimes dont l'épargne

servira à financer leur propre élimination. Et le *Wall Street journal*, quotidien des milieux d'affaires, peut publier dans un supplément le catalogue de la grande braderie mondiale des privatisations, avec la liste des entreprises publiques, pays par pays « ... de Buenos Aires à Budapest, de Washington à Auckland ... privatisation est devenu le nouveau mantra économique (*Wall Street Journal*, 23 octobre 1995) .

Liquidation fin d'époque, tout doit disparaître ; avec la seule crainte exprimée de manquer de liquidités pour profiter des meilleures occasions. Un mouvement commencé en 1914 au Chili du général Pinochet, poursuivi à partir de 1979 par Mme Thatcher, puis par le gouvernement de M. Chirac dès 1986 avant de gagner la Russie de M. Eltsine, l'ensemble des pays de l'Est et le reste du monde.

Une guerre où les perspectives ouvertes aux nouvelles générations sont de s'enrôler dans les rangs des mercenaires du capital, après sélection et formation au combat dès l'enfance, avec le risque d'être éliminé à la fleur de l'âge dans un des conflits de l'entreprise ; ou de gérer l'intendance et le train des équipages dans une bureaucratie nationale ou internationale au service des formations occupées à en découdre sur le terrain; ou encore de revêtir la bure du frère prêcheur psalmodiant l'évangile du marché, du moine soldat appelant à la croisade de la compétitivité; voire de s'engager dans les services de secours et d'assistance aux victimes d'ici ou d'ailleurs, toujours plus nombreuses.

Cette guerre économique conduite par des émules des grands féodaux et des chefs barbares de jadis, des brigands et pirates de toujours, est la plus récente ex-pression de la volonté de puissance qui préside au règlement des rapports sociaux. Elle appartient à la pesante histoire pré moderne des conquêtes violentes, de la sélection naturelle et des bains de sang dans lesquels patauge l'humanité depuis des millénaires.

Si la guerre, selon la célèbre formule de Clausewitz, est la continuation de la politique par d'autres moyens, la paix aussi. Et les hommes, irrésistiblement, aspirent à la paix. Ils ont les moyens de la garantir si le pouvoir politique sous contrôle démocratique impose la trêve et procède au désarmement, plutôt que de se livrer, la corde au cou, à des puissances privées, dépourvues de toute légitimité. Nombreux sont ceux, à commencer dans cette brochure, qui ont exposé ce que pourrait être cette politique du bien commun construite sur une solidarité planétaire enfin réalisable. Pourvu que la pression populaire se manifeste avec suffisamment de force pour imposer sa loi. Mais les peuples ont-ils pris conscience qu'ils sont l'ultime butin de guerre ?

Manière de voir 28 « Désarmer les seigneurs de guerre »
Novembre 1995 par *Christian de Brie*

7 – AUTRES STRATEGIES DE MANIPULATION

1 - LA RELIGION – *Premier fléau mondial*

La religion est la plus grande supercherie de l'histoire de l'humanité. La religiosité est pire qu'une dangereuse névrose, c'est une addiction et une drogue qui gangrène le monde depuis des millénaires. Il est grand temps de mettre un point final à ces superstitions d'un autre âge.

Les religions ne sont que des fantômes qui ne reposent sur rien, ou plutôt qui ne reposent que sur des textes écrits par des illuminés manipulateurs avides de pouvoir et de contrôle. Elles reposent sur le principe de « La révélation ». Réfléchissons sur

ce que cela signifie : il n'y a de révélation que pour celui qui prétend l'avoir vécue. Mais ce n'est pas une révélation pour les autres puisque c'est un événement, une histoire qu'on leur a racontée et qu'ils n'ont jamais pu vérifier. La religion est ainsi le fantasme de l'humain qui se masturbe l'esprit en voulant **absolument croire en l'incroyable**, au point d'en rejeter totalement la réalité en se mettant des œillères sur les yeux.

Les religions sont ni plus ni moins des sectes qui ont réussi et qui se sont développées au sein de la société jusqu'à en obtenir un statut "officiel" de part leur nombre d'adhérents et leur ancienneté dans le monde. Les croyances "mortes" comme celles de l'antiquité, on appelle cela "mythologie". Les croyances "vivantes", cela s'appelle "religions". D'ici quelques siècles, si la Terre existe toujours, on parlera de mythologie chrétienne, juive, islamique... au même titre que la mythologie gréco-romaine. Aujourd'hui, tenir un tel discours est considéré comme "offensant" par leurs adeptes, tout comme c'était déjà le cas à chaque époque pour les idéologies contemporaines...

Quand on était petits, la plupart d'entre nous croyait au Père Noël ou à St Nicolas (voir à d'autres fables selon les cultures). La religion, c'est pareil... pour les adultes. Dites à un enfant que le Père Noël n'existe pas et il va vous faire sa crise, il va pleurer, vous traiter de menteur. Dire à un adulte que Dieu n'existe pas, et il vous insultera, se moquera de vous en tentant de vous convaincre que son ami imaginaire existe bel et bien via des arguments insensés et risibles. Dans certains cas le croyant vous tuera même ou selon le pays, vous condamnera à la prison, voir à la mort.

Il est intellectuellement plus simple de croire que de réfléchir...

La religion cultive la croyance aveugle et les pseudos "preuves", elle diabolise le doute et de ce fait rend le disciple aveugle et entièrement sous la coupe de l'idéologie dominante qui devient intouchable.

La religion est une doctrine dangereuse destinée à contrôler les peuples pour leur éviter de réfléchir trop et les éloigner des vrais problèmes. Il faut reconnaître à Karl Marx au moins ceci "La religion est l'opium du peuple". L'interdire n'est pas la solution, car elle ne ferait que renforcer le fanatisme des crédules. L'ennemi de la religion, c'est la raison et la réflexion. La religion est LA solution simpliste à tous les problèmes, elle vous donne toutes les réponses que vous avez envie d'entendre sans vous préoccuper de réfléchir plus loin. Elle a toutes les réponses, même quand elle ne les a pas: "les voies du seigneur sont impénétrables".

Dire que le livre de culte (Torah, Bible, Coran...) est preuve, est équivalent à dire que les bandes dessinées de Superman sont la preuve de l'existence de celui-ci....

La religion, ou comment un roman sexiste, misogyne, homophobe, raciste, xénophobe, intolérant, cruel, violent, traumatisant et qui n'est autre qu'un recueil de fables archaïques (et ses suites, plagiats, remakes, reprises et autres séries dérivées: Nouveau Testament, Coran, etc.) a réussi à dominer et endoctriner le monde durant des millénaires... Même après avoir marché sur la Lune, il reste toujours des ignares pour croire que ce roman est véridique... A côté de ça, Mein Kampf fait figure de pâle copie...

Lutter contre la religion, c'est lutter contre: le sexisme, la misogynie, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, l'ignorance, l'intolérance, l'endoctrinement, la stupidité, le non sens, la cruauté et la violence.

Et pour finir, dire qu'être athée est une forme de religion est aussi absurde que de dire qu'être non-fumeur est une forme de tabagisme, ou de dire que "ne pas aller skier" est un hobby.

2 - LE FOOT – *Deuxième fléau mondial*

Un sport barbare ou une autre religion ?

Le sport, en quelques décennies, s'est élevé au niveau d'une puissance mondiale incontournable, la nouvelle et vraie religion du XXI^e siècle. Sa liturgie singulière mobilise dans le même temps d'immenses masses coagulées dans les stades ou agglutinées devant les écrans de toute taille que les supporters visualisent de façon compulsive. **Ces masses grégaires, obéissantes, souvent violentes, mues par des pulsions chauvines, nationalistes, parfois xénophobes et racistes, sont assoiffées de compétitions sportives, euphorisées par les victoires mais oublieuses des luttes sociales et politiques, surtout la jeunesse.**

L'organisation même d'un sport planétaire, étayée par un ordre pyramidal opaque, s'est érigée et solidifiée comme un mode de production et de reproduction socio-économique, envahie par une esthétique crépusculaire, exhibant des champions dopés et accumulant des quantités de marchandises très ordinaires.

Le sport, désormais un spectacle total, s'affirme « **comme le seul média structurant dans toute sa profondeur le quotidien de milliards d'Individus** ».

Rouleau compresseur de la modernité décadente, le sport spectacle lamine tout sur son passage et devient un projet d'une société sans projet.

**Livre de Marc Perelman : architecte de formation , il a soutenu une thèse de philosophie à l'université Paris Ouest-Nanterre La Défense ou il est professeur.*

NI DIEU NI FOOT

PEUT-ON JOUER AU FOOT SANS LES MAINS ?

Puisqu'il va n'être question, tout au long du mois de messe footballistique qui s'annonce, que de jeux de pieds, parlons un peu de mains. Pas de ces mains, au fond sans importance, qui corrigent la trajectoire d'un ballon et aident accessoirement une équipe de joueurs maladroits à gagner un voyage en Afrique du Sud. **Non, parlons plutôt de ces mains qui plongent dans le sac de fric et passent des enveloppes sous les tables. Parlons de ces mains qui font des saluts nazis, manient la batte de base-ball et transforment les terrains de foot et leurs abords en champs de bataille. Parlons de ces mains qui appuient sur des pistons de seringue pour optimiser la performance. Parlons de ces mains que l'on coupe, aussi, dans ces stades où l'on marque parfois des buts. Parlons des hooligans, de l'argent sale, des dopés, du sport-roi qui permet aux tyrans et aux dirigeants corrompus d'offrir à leur peuple des jeux à défaut de pain.**

Rares sont les matchs qui n'entraînent pas de commentaires scandalisés ou de polémiques. Mais s'il est un scandale dans le football, il ne réside pas dans le jeu, mais d'abord dans l'énorme masse d'argent qu'il brasse, et qui rend anecdotique - pour ne pas dire pathétique - l'éventuelle passion qui animerait les spectateurs et les commentateurs sportifs.

Ce n'est pas sur le terrain, pendant le match, qu'il faut des arbitres, des juges, des caméras, des observateurs attentifs aux actions, mais sous le terrain. Pour contrôler le financement des clubs, les émoluments des dirigeants et des entraîneurs, le salaire des joueurs, les droits de retransmission, le faramineux « mercato » où la paire de jambons est indexée sur l'or, les circuits financiers par lesquels tous ces milliards d'euros et de dollars circulent en toute tranquillité, pour arroser on ne sait qui.

LE PLUS OPAQUE DES PARADIS FISCAUX : IL MESURE 110 MÈTRES SUR 75, EST PLANTÉ DE GAZON, PEUPLÉ DE 22 MILLIARDAIRES EN MAILLOT ET EST JALOUSEMENT GARDÉ PAR DES MILLIERS DE DOUANIERS COIFFÉS DE BOBS ET ARMÉS DE CORNES DE BRUME.

Et c'est un paradis qui sue l'arrogance. Il n'y a que dans le sport professionnel où l'on ose baptiser une niche fiscale « droit à l'image ».

Cette part du salaire que les clubs versent individuellement à chaque joueur pour pouvoir exploiter l'image collective de l'équipe et qui échappe à toute cotisation sociale - à l'exception de la CSG et de la CRDS - peut aller jusqu'à 30 % de la rémunération totale. Ce qui, quand on connaît le montant du salaire des stars en short, représente un sacré manque à gagner en matière de charges sociales. Le trou de la Sécu, il est aussi creusé, et pas qu'un peu, par les crampons de nos footballeurs.

Pourtant, on prête au football toutes les vertus. On continue à nous chanter qu'il est ce qu'on peut trouver de mieux pour conduire une société sur le chemin du progrès. On nous dit que le foot est bon pour l'éducation. Mais avec le salaire mensuel de Thierry Henry au FC Barcelone (625000 euros), on pourrait payer 300 profs. On nous dit que le foot combat le racisme et promeut l'intégration. **Mais on entend plus de cris de singes dans les tribunes du PSG ou de la Lazio de Rome que dans un meeting du Front national, et chaque match donne lieu aux pires manifestations de chauvinisme.** On nous dit que le foot est un vecteur de démocratie. Mais l'Argentine a gagné la Coupe du monde en 1978, et la junte a encore torturé et éliminé les opposants pendant cinq ans. Aujourd'hui, la Corée du Nord envoie son équipe concourir en Afrique du Sud. Qui peut imaginer, sans rire, que ça va contribuer à faire chuter Kim Jongil ? Comme les joueurs ont peu de chances d'arriver en finale et de remplir la noble mission qui leur a été confiée - ramener la coupe au « Cher leader - », ça fera juste onze Nord-Coréens de plus dans un camp de travail. Qui fabriqueront des petits drapeaux en papier qu'agiteront les supporters des clubs de foot des grandes démocraties...

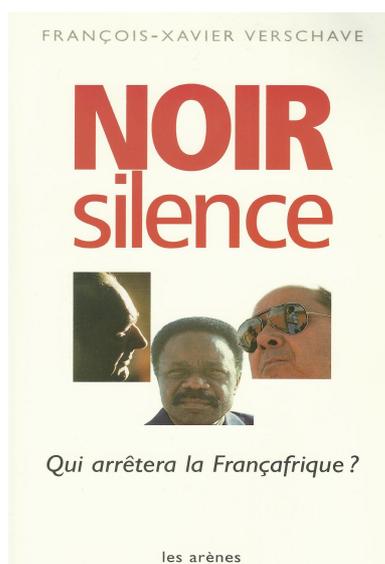
Alors tant pis, gâchons la fête. Espérons de toutes nos forces que Domenech est vraiment un gros nul, que nos joueurs feront honneur à leur réputation de branques, que la France dégagera de cette Coupe du monde de l'imbécillité dès le premier tour. Pour qu'on puisse enfin parler d'autre chose.

Parce qu'une société qui n'a plus que le foot à proposer comme facteur d'espoir, comme modèle d'intégration et comme perspective d'ascenseur social est une société qui a un sérieux problème. Problème qu'il serait temps de régler, avant que ça finisse mal.



8 – LA FRANCE, UN MODÈLE DE DÉMOCRATIE ?

A/ le livre de François Xavier Verschave



Il existe un pays où depuis son palais le chef de l'État recrute librement des mercenaires et pilote des guerres civiles sur un autre continent.

Ce livre donne des noms, des dates, des témoignages

Il existe un pays qui attise les conflits ethniques et déverse des armes sur des régions à feu et à sang, pour rester maître du seul vrai pouvoir: l'argent.

Ce livre raconte ces crimes sans tribunal

Il existe un pays qui, pour défendre ses intérêts autorise ses services spéciaux à s'allier, en terre étrangère avec les réseaux mafieux et les milices d'extrême droite.

Ce livre recoupe les enquêtes en France et à l'étranger pour démonter l'engrenage.

Il existe un pays où un candidat à l'élection présidentielle deux fois ministre de l'intérieur peut s'appuyer en toute impunité sur les circuits des casinos et des ventes d'armes.

Ce livre donne des clés pour comprendre son ascension et son pouvoir.

Il existe un pays qui loin de ses frontières truque des élections et couvre l'assassinat de ses propres coopérants.

Ce livre permet de comprendre la logique de ce monde absurde.

Ce pays, c'est la France.

Le continent humilié, c'est l'Afrique.

Leur liaison incestueuse, c'est la Françafrique.

François-Xavier Verschave préside l'association Survie, qui œuvre à de nouvelles relations franco-africaines, considérée, en France et à l'étranger, comme une oasis d'intégrité. Son précédent livre, La Françafrique (Stoch), a été un grand succès.

B/ Françafrique : le changement, c'est pour quand ?

(Communiqué, le 15 mai 2012)

Le quinquennat de Nicolas Sarkozy restera emblématique d'une politique française en Afrique décomplexée et arrogante. Au jour de l'investiture de François Hollande, alors que se multiplient les réactions à l'hommage scandaleux au colonialiste Jules Ferry, on est en droit de se demander ce qu'il adviendra de la promesse socialiste de « mettre fin à la Françafrique ».

Déclarant vouloir « mettre fin à la Françafrique », François Hollande a répété tout au long de sa campagne que le « changement » concernera aussi les relations franco-africaines, répondant au souhait d'une partie importante des citoyens, y compris des militants socialistes, souhaitant se démarquer des frasques passées.

Sous la présidence de François Mitterrand puis sous le gouvernement de Lionel Jospin (dans un contexte de cohabitation), des responsables socialistes ont en effet largement contribué à maintenir la mainmise de la France sur ses anciennes colonies, sans rien changer d'autre dans le système criminel de la Françafrique que ses principaux bénéficiaires. François Mitterrand, malgré le discours de façade prononcé à La Baule en 1990, avait conservé ce système, le poussant même à son paroxysme en entraînant l'État français dans une complicité toujours inavouée, celle du génocide des Tutsi au Rwanda.

Au sein du PS, si la volonté de tourner la page est affirmée, plusieurs personnalités sont encore liées à des réseaux de la Françafrique et la campagne électorale a vu plusieurs responsables de ce parti s'afficher ostensiblement avec des dictateurs africains.

La lignée des annonces de rupture avec la Françafrique se divise jusqu'ici en deux ensembles : celui des responsabilités politiques écourtées et celui des promesses éphémères. Souhaitant que cette étrange « malédiction » cesse enfin, l'association Survie se montrera particulièrement attentive aux premiers gestes de François Hollande et aux premières mesures de son gouvernement.

- Au-delà de la suppression de la cellule Afrique de l'Élysée promise par François Hollande, **quel renforcement des pouvoirs du parlement** en matière de politique extérieure ?
- Quelle position sur les visites officielles de dictateurs et la validation des simulacres électoraux, et plus largement **quelles relations diplomatiques vis-à-vis des régimes dictatoriaux** quand en pleine campagne électorale divers collaborateurs de François Hollande se sont affichés aux côtés de dirigeants illégitimes: Ségolène Royal auprès de Blaise Compaoré en novembre 2011, Laurent Fabius auprès d'Ali Bongo au Gabon en février 2012, ou encore Jean-Louis Bianco auprès d'Alassane Ouattara en avril 2012 ?
- Quelle **remise en cause de la présence militaire** et des opérations extérieures en Afrique, alors que le PS a soutenu les deux interventions françaises de 2011 en Côte d'Ivoire et en Libye ?
- Quelle position concernant **la levée du secret défense** sur les archives liées à l'implication des plus hautes autorités de l'État dans plus d'un demi-siècle de crimes néocoloniaux, élément clef pour lutter contre l'impunité, alors que les gouvernements socialistes ou de la gauche plurielle couvrirent ainsi les complicités françaises dans l'assassinat de Thomas Sankara, le génocide des Tutsi au Rwanda et l'élimination du juge Borrel ?
- Quelles actions pour passer d'une **aide au développement** dévoyée et corruptrice à une logique de redistribution des richesses et d'accès de tous et toutes aux biens publics ?
- Quelle **position sur le Franc CFA**, quand Michel Rocard avait été le premier promoteur de la dévaluation du Franc CFA, finalement imposée par le gouvernement d'Edouard Balladur en 1994 ?
- Quelle position sur les **agissements d'entreprises françaises à capitaux publics**, comme Areva qui dévaste le nord Niger ?
- Quelle volonté réelle de « **décoloniser les esprits** », quand le Président nouvellement élu choisit de célébrer Jules Ferry, héraut de la colonisation et du racisme d'État ?

L'association Survie demande au nouveau gouvernement de prendre dès sa prise de fonction les 5 engagements suivants, qui seront un premier pas vers une politique française en Afrique au service des peuples :

- la fin du 'domaine réservé' du Président de la République en matière de politique étrangère;
- l'arrêt du soutien politique et diplomatique aux dictateurs – en refusant notamment de les recevoir à l'Élysée, de leur rendre visite et de reconnaître leur «victoire» lors des simulacres d'élections;
- la fermeture des bases militaires et la fin des opérations extérieures en Afrique qui ne sont pas placées sous mandat, commandement et uniforme de l'ONU;
- le lancement d'un processus de transfert de souveraineté monétaire aux États de la zone CFA, de retrait de la France des institutions du Franc CFA et de restitution des réserves de change;

- la levée du secret défense sur les archives concernant les crimes français, afin d'aider enfin la justice à faire son travail, notamment sur les questions ayant trait à l'implication de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda.

Contact presse :

Stéphanie Dubois de Prisque

Chargée de communication

stephanie.duboisdeprisque@survie.org

9 – LES RAISONS DE NE PAS VOTER ?

- Les élections piège à cons*

Les élections c'est un piège à con pour toutes les raisons que je vais énumérer ensuite...

- Dire merde* à la lobotomisation

Depuis tout petit on vous dit partout que le vote est un droit et un **devoir de citoyen**.

On vous a tellement ancré cela dans la tête que malgré toutes les preuves qui montrent que notre système politique est défaillant, vous vous obstinez à voter.

- Refuser de participer au cirque électoral

Les élections c'est un grand jeu manipulateur. Les foules sont modelées et **on ne parle jamais des questions de fond (capitalisme, représentation, nationalisme)**

- Refuser la représentativité

La représentativité a de nombreux points négatifs, **elle permet la passivité des citoyens**, elle les oblige à faire des actions désagréables quand ils ne sont pas d'accord avec les élus (manifestations, lutte...) **car ils n'ont pas de moyen de participer directement à la vie politique** s'ils ne sont pas élus.

- Dormir et glander un dimanche

C'est si bon de ne pas se prendre la tête alors que tout le monde s'agite pour des bêtises.

- Être un vrai contestataire

Les vrais contestataires de l'ordre établi, c'est **les abstentionnistes**, vous remarquerez qu'ils **ne sont d'ailleurs jamais représentés ou très rarement interrogés dans les débats**.

- On ne peut pas, avec un bulletin, choisir pour toutes les facettes de la politique

C'est illusoire que de croire que le système qui t'oblige à choisir en une seule fois, avec un seul bulletin, pour toutes les facettes, toutes les problématiques de société, et cela pour 5 ans, est juste.

- Pour lutter contre un mode de scrutin qui permet à une personne ayant eu 25% des voix au premier tour de représenter tout un pays.

Ne voyez vous pas cette aberration? **Un candidat crédité de 20% des voix des français qui ont voté aux élections pourra être élu président ? C'est un choix contraint**, et malgré tout

on arrive à vous faire croire que les présidents sont légitimes, et que notre système politique est enviable et juste.

- Car même si l'on trouve que le système électoral est légitime et nécessaire, il ne marche pas. En effet, si l'on prend en compte la totalité de la population pouvant voter, on observe qu'il est très rare que la majorité des hypothétiques votants désigne le président. **Ainsi, Sarkozy avait été élu en 2007 par moins de 41% des français.**

- Car donner tant de pouvoir à quelqu'un c'est démultiplier les retombées de ces erreurs **Choisir de donner à une seule personne autant de pouvoir c'est être complice de ces tentatives de corruptions et des conflits d'intérêts que cela entraîne.** En effet, le pouvoir est maudit, et, à 99% l'obtention d'autant de pouvoir mène inévitablement à des problèmes de ce type. En gros, on ne trouvera jamais de groupe d'hommes assez parfaits pour être irréprochables dans les instances politiques, changeons donc d'instances politiques.

- Pour dénoncer le système oligarchique qu'on appelle "Démocratie"

Démocratie, ça me fait bien rire. **Le pouvoir au peuple ... Ah bon? Pourtant le peuple a bien du mal à se faire entendre quand il n'est pas d'accord avec les politiques des gouvernements.**

C'est une minorité qui fait la politique, et cela explique la multitude de problème que l'humanité rencontre. C'est possible par **la complicité des médias** qui trompent la population en les forçant à s'intéresser à des problèmes insignifiants, en diffusant en masse des idées préconçues, et en n'allant jamais au fond des problèmes.

- Pour revendiquer la démocratie directe

La démocratie directe c'est la seule vraie forme de démocratie, le pouvoir au peuple, mais en vrai, pas dans la contrainte et la manipulation. Le pouvoir est partagé également entre tous les membres de la communauté qui débattent et légifèrent si cela leur semble utile. Ce système nécessite une décentralisation du pouvoir, un découpage en communes où les citoyens se réunissent pour faire directement la politique. Et, cerise sur le gâteau, cela nécessite une transparence maximale et l'accès à toute information par le peuple.

Propos recueilli sur un site internet : mis à part deux gros mots, on croirait entendre les propos de Noam Chomsky !*

CONCLUSION

Existe-t-il un mot assez fort pour résumer le contenu de ce dossier ?

Oui, et il ne faut pas avoir peur de le dire ;

**C'EST DÉSORMAIS LA MAFIA ...
QUI GOUVERNE LE MONDE !**

**ET PEUT ON VRAISSEMBLABLEMENT
IMAGINER UN PRESIDENT ASSEZ COURAGEUX
POUR LUTTER CONTRE ELLE ?**

NON !

**C'EST DONC À NOUS D'AGIR
SEULE CONDITION AU CHANGEMENT**

1/ **S'interroger sur nos véritables besoins du quotidien (ai-je vraiment besoin de changer de portable, de voiture, d'écran ???)**

2/ **Se politiser sérieusement** (lire des livres d'essais de politique, de géopolitiques, d'économie, de socio etc... oui, je sais ce n'est pas toujours glamour mais on peut alterner avec un bon roman de littérature !)

3/ **Se connecter et fréquenter des gens, des clubs, des cercles ou des associations dynamiques et créatives qui partagent nos orientations,**

4/ **Cesser de voter avec ce système de scrutin de fausse alternative (UMPS) et exiger une vraie diversité des candidats (les 500 signatures n'est rien d'autre qu'un moyen pour les dinosaures politiques de rester entre eux et de garder la main ad vitam aeternam),**

Et par dessus tout :

**ELEVER SON NIVEAU DE CONSCIENCE, S'EVEILLER A SOI
parce que c'est le seul chemin qui nous fait sortir de notre
[individualisme maladif](#)**

Nous n'avons pas évoqué ici les questions concernant le [nucléaire](#), [l'agriculture la Palestine](#), et bien d'autres sujets ... pratiquement inexistantes sur mon réseau
Facebook

Philippe d'Hennezel